

*Les crédits*

Peu après, lorsque plusieurs membres du personnel de cette institution sont allés servir dans l'hôpital de campagne canadien faisant partie de la contribution canadienne aux forces de la coalition dans la guerre du Golfe, j'ai pensé à certains des hommes et des femmes qui avaient fait de mon séjour à l'hôpital un épisode moins triste que ça pourrait l'être habituellement. Comme tous les Canadiens, je suis bien sûr ravi de les voir rentrer sains et saufs au pays.

Il est courant d'intervenir pour critiquer, mais nous devons aussi être disposés à intervenir quand les choses vont bien et à le dire publiquement. Je profite donc de l'occasion pour remercier publiquement le personnel du Centre médical de la Défense nationale du soutien et des services excellents dont j'y ai bénéficié pendant mon hospitalisation.

Nous discutons aujourd'hui de notre engagement envers le régime d'assurance-maladie. Comme quelqu'un l'a déjà fait remarquer au cours du débat, nous pouvons tous déclarer en principe que nous soutenons notre régime d'assurance-maladie. Bien sûr que nous le soutenons. Nous devons cependant nous demander si nous le faisons de façon bien tangible et efficace.

D'après ce que certains de mes collègues d'en face semblent dire, plus nous y dépensons d'argent, plus nous le soutenons. J'ai remarqué que quel que soit le programme, beaucoup de députés d'en face interviennent souvent pour dire: «Peu importe le montant que vous y dépensez, vous devriez y dépenser davantage.» Ce n'est pas vraiment une solution réaliste au problème.

La meilleure façon de préserver et de financer notre système de soins de santé et de lui assurer une base solide à long terme, consiste bien sûr à maintenir une saine économie canadienne et un bon financement public, tant au palier fédéral qu'au palier provincial.

• (1720)

C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement, d'une manière qui me semble tout à fait responsable et conforme aux priorités, a dit qu'il fallait remettre de l'ordre dans les finances de l'État de manière à avoir une économie vigoureuse et des assises solides pour assurer la survie à long terme non seulement de notre régime d'assurance-maladie, mais aussi de l'ensemble de nos programmes sociaux.

On peut fort bien céder à l'hystérie et essayer de convaincre les Canadiens que notre régime de services de santé est sur le point de s'effondrer. Ne nous faisons pas d'illusions quant aux motifs qui dictent cette attitude.

Tous les députés savent fort bien à quel point les Canadiens tiennent à leur régime d'assurance-maladie. Si certains essaient de convaincre les Canadiens qu'on est en train de le détruire, c'est qu'ils y trouvent des avantages politiques pour leur parti.

Ce n'est pas la première fois qu'on observe ce genre de comportement à la Chambre ou dans le reste du pays. À l'automne de 1988, on a fait des déclarations hystériques et essayé d'effrayer les gens, d'une manière tout à fait scandaleuse selon moi, pour essayer de les convaincre qu'ils allaient perdre leur régime d'assurance-maladie. Dans le débat d'aujourd'hui, l'opposition essaie peut-être de dire: nous vous l'avions bien dit. Surprise, le régime tient toujours.

Il se trouve que nous avons un gouvernement responsable qui s'occupe des affaires de l'État, tandis que l'opposition répète à tout propos qu'il faut dépenser davantage. Voilà ce qui se passe. Je suis désolé, mesdames et messieurs, mais il n'est pas dans l'intérêt du pays que nous augmentions les dépenses.

Nous parlons d'engagements. Jetons donc un coup d'oeil sur les dépenses. Les transferts aux provinces prévus dans le budget représentent 14 p. 100 des dépenses. Le service de la dette absorbe 27,4 p. 100 des dépenses. Il faut y mettre bon ordre. Ensuite, nous aurons les ressources financières voulues pour dépenser autant qu'il convient et pour favoriser la croissance de notre régime d'assurance-maladie et des autres programmes sociaux.

Le fait est que les transferts aux provinces augmentent de 3,7 p. 100 cette année, alors que le gouvernement fédéral se limite à 3,4 p. 100. Le régime d'assurance-maladie risque de disparaître si nous ne reprenons pas les finances de l'État en main. Nous devons tous prendre conscience de la situation.

Le Canada est un État fédéral. Le fait est que, aux termes de notre Constitution, les soins de santé relèvent des provinces, et les provinces ont un rôle important, sinon un rôle de chef de file, à jouer dans la prise de décisions relatives à notre système de soins de santé. Autrement dit, les provinces doivent accepter leurs responsabilités.

Nous venons d'avoir une importante commission royale d'enquête sur les soins de santé en Nouvelle-Écosse. Cette commission royale d'enquête a dit très clairement et sans équivoque que l'augmentation du coût des soins de santé est probablement le plus grand défi auquel les gouvernements, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial—et surtout au niveau provincial—devront fai-